



Malgré la répression qui s'annonce rude, le leader du MRC ne compte pas lâcher prise.

Maurice Kamto vient de faire appel à un cabinet d'avocats international pour la défense des personnes qui seront éventuellement arrêtées le 22 septembre 2020, jour du lancement des marches avec pour finalité le départ de Paul Biya du pouvoir.

« Nous accueillons chaleureusement @amsterdamlp aux côtés du peuple camerounais dans sa lutte pour la démocratie et l'État de droit. Son mandat couvre TOUS les participants aux manifestations pacifiques, qu'ils soient ou non membres de la Coalition pour le changement » a twitté l'avocat-politicien à 48 heures du jour fatidique.



Robert Amsterdam

@robertamsterdam

We are announcing that our firm @amsterdamlp has been retained to represent the opposition #Cameroon Renaissance Movement (CRM) and @KamtoOfficiel in response to a series of unlawful, repressive attacks on their rights by the Biya dictatorship. More information coming soon.

Maurice Kamto par son appel, a mis toute la république est en ébullition.

Dans un message porté du 18 septembre 2020, le ministre délégué à la présidence de la République chargé de la Défense, appelle toutes les composantes de l'armée Terre, Air, Mer et Gendarmerie nationale à « ***maintenir leurs personnels en alerte du lundi 21 au jeudi 24 septembre 2020*** ».

Pour Yaoundé, il s'agit d'un appel à l'insurrection. Après Paul Atanga Nji de l'Administration Territoriale, René Emmanuel Sadi, ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, a publié le 15 septembre 2020 un communiqué à travers lequel il prévient que les participants éventuels à ces rassemblements seront interpellés par les forces de maintien de l'ordre et remis à la justice.

Mais, l'opposant ne compte pas reculer, il a également rendu public un document dans lequel il donne des directives à respecter dans le cadre des manifestations annoncées pour ce 22 septembre 2020.